

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/L/294  
1<sup>er</sup> février 1999

(99-0360)

---

## CE/FRANCE - ARRANGEMENTS COMMERCIAUX FRANCO-MAROCAINS

### Prorogation de la dérogation

*Décision des 9-11 et 18 décembre 1998<sup>1</sup>*

*Notant* que, suite à une demande des Communautés européennes, le Conseil général, par une Décision du 10 décembre 1997<sup>2</sup>, a prorogé jusqu'à l'entrée en vigueur de l'Accord euroméditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et le Royaume du Maroc, d'autre part, ou jusqu'au 31 décembre 1998, si ce délai est plus court, la dérogation accordée pour les arrangements commerciaux préférentiels franco-marocains en vertu de la Décision des PARTIES CONTRACTANTES du 19 novembre 1960<sup>3</sup>;

*Notant* que la dérogation s'applique aux dispositions du paragraphe 1 de l'article premier de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), dans la mesure nécessaire pour permettre à la France d'appliquer des contingents tarifaires à droits nuls à un certain nombre de produits originaires de parties du territoire du Royaume du Maroc non visés par les dispositions des paragraphes 2 et 4 de l'article premier du GATT;

*Se rappelant* que la Décision du 10 décembre 1997 a été prise sans préjudice du droit des Communautés européennes de demander une reconduction de la dérogation, si cela se révélait nécessaire;

*Ayant été informés* par les Communautés européennes que l'Accord euroméditerranéen entrerait probablement en vigueur dans le courant de 1999;

*Prenant acte* de la demande<sup>4</sup> présentée par les Communautés européennes, conformément au paragraphe 1 du Mémoire d'accord concernant les dérogations et au paragraphe 3 de l'article IX de l'Accord sur l'OMC, afin que la dérogation soit prorogée jusqu'à l'entrée en vigueur de l'Accord euroméditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et le Royaume du Maroc, d'autre part, ou jusqu'au 31 décembre 1999, si ce délai est plus court;

---

<sup>1</sup> Adoptée conformément aux procédures de prise de décisions au titre des articles IX et XII de l'Accord sur l'OMC approuvées par le Conseil général (WT/L/93).

<sup>2</sup> Document WT/L/250 du 16 décembre 1997.

<sup>3</sup> IBDD, S9/39.

<sup>4</sup> G/L/275.

*Considérant* qu'il n'y a pas eu de changements en ce qui concerne les mesures pour lesquelles la prorogation de la dérogation est demandée, les objectifs spécifiques visés ou le maintien des circonstances exceptionnelles justifiant la dérogation<sup>5</sup>;

*Considérant* que les conditions et modalités de la prorogation de la dérogation ont été remplies;

*Tenant compte* du fait que les Communautés européennes ont donné l'assurance que, lorsque la demande leur en sera faite, elles engageront sans tarder des consultations avec tout Membre de l'OMC intéressé à propos de toute difficulté ou question qui pourrait surgir du fait de la prorogation de la dérogation;

*Notant* que cette demande a été présentée par les Communautés européennes sans préjudice de leur droit de demander une nouvelle prorogation de la dérogation avant la fin de 1999, si cela se révélait nécessaire;

Les Membres, agissant conformément aux dispositions du paragraphe 2 du Mémoire d'accord concernant les dérogations et des paragraphes 3 et 4 de l'article IX de l'Accord sur l'OMC,

*Décident* ce qui suit:

1. La dérogation relative aux arrangements commerciaux franco-marocains accordée en vertu du paragraphe 1 de la Décision des PARTIES CONTRACTANTES du 19 novembre 1960<sup>6</sup>, prorogée pour la dernière fois par la Décision du Conseil général du 10 décembre 1997<sup>7</sup>, est à nouveau prorogée jusqu'à l'entrée en vigueur de l'Accord euroméditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et le Royaume du Maroc, d'autre part, ou jusqu'au 31 décembre 1999, si ce délai est plus court, sous réserve des conditions et modalités énoncées dans la Décision du 14 octobre 1996 susmentionnée.

---

<sup>5</sup> G/L/275.

<sup>6</sup> IBDD, S9/39.

<sup>7</sup> Document WT/L/250 du 16 décembre 1997.